

Lausanne, le 23 mars 2023

Communiqué de presse

Négociations avec les syndicats Un retrait qui nuit à la fonction publique

Hier, le Conseil d'Etat rencontrait les syndicats afin de leur faire des propositions concrètes d'améliorations financières dans certains secteurs de la fonction publique et parapublique pour 2024.

Si le gouvernement n'entrait pas en matière, à juste titre, sur sa position concernant l'indexation 2023, il revenait avec un paquet équilibré de 47 millions distribués ainsi :

- Des revalorisations salariales pérennes de 20 millions pour les secteurs sociaux et santé parapublic. Cela se traduit concrètement par une augmentation de CHF 300.- par mois pour une assistante sociale ou une éducatrice
- Une prime « vie chère » de 15 millions pour les secteurs public et parapublic, dont les conditions d'attribution devaient encore être négociées
- 10 millions pour les besoins de l'encadrement professionnel et des jeunes - obligatoire et post obligatoire (en lien avec l'école inclusive)
- 1,2 millions pour la création de postes d'assistants sociaux pour la protection des mineurs
- 800'000 francs pour des actions de prévention des risques psychosociaux

Indépendamment de ces améliorations concrètes, deux heures après le début de la séance, les syndicats quittaient la table des négociations. Cette position jusqu'au-boutiste ne sert pas la cause de la fonction publique. La majorité des employés de l'Etat de Vaud n'est pas dans la rue, elle travaille et en a sans aucun doute assez de se voir attribuer des positions extrémistes par des organisations syndicales. Il est ainsi inouï qu'il n'y ait eu aucune entrée en matière alors même que les montants proposés étaient adaptés et répondaient à des revendications de longue date des mêmes syndicats.

Pour mettre en œuvre une politique financière saine pour ces prochaines années, le Conseil d'Etat doit continuer à avoir cette attitude responsable et équilibrée qui prend en considération l'ensemble de la population. Il doit, d'ailleurs, anticiper au mieux dans le budget 2024 les incertitudes liées à de nombreux facteurs (guerre en Ukraine, crise énergétique, pertes de la BNS, crise bancaire, etc.).

Face à cette réalité, les syndicats restent sourds : espérons qu'ils retrouvent la raison et que l'on puisse désormais se consacrer aux dossiers essentiels pour le canton et sa population, en particulier la mobilité, la transition énergétique, la fiscalité ou encore la formation.

Contacts :

Florence Bettschart-Narbel, présidente du PLR Vaud, 076 347 08 87

Alexandre Berthoud, vice-président du PLR Vaud, 078 756 10 08

Quentin Racine, vice-président du PLR Vaud, 079 843 26 14

Nicolas Suter, chef de groupe PLR au Grand Conseil, 076 559 00 71

Christopher Ulmer, secrétaire général du PLR Vaud, 079 258 62 08